

# ALIMENTERRE 2024

L'alimentation des citoyens et des citoyennes est directement impactée par les crises climatiques, politiques, économiques et sociales qui secouent notre monde. Ces turbulences révèlent les vulnérabilités des systèmes alimentaires mondialisés et interdépendants. La précarité alimentaire touche désormais un nombre croissant de personnes, y compris celles qui étaient relativement épargnées jusqu'à présent et les agriculteurs luttent pour produire et vendre leurs produits dans des conditions souvent décentes.

Entre 691 et 783 millions de personnes ont souffert de la faim en 2022 (rapport FAO 2023). En France, 8 millions de personnes sont considérées comme étant en situation d'insécurité alimentaire (Secours Catholique) et 18 % des ménages agricoles vivent sous le seuil de pauvreté (Insee).

Face à cette problématique, la souveraineté alimentaire est une des réponses politiques avec la notion de « démocratie alimentaire ». Elle repose sur le principe que chaque peuple a le droit de définir ses propres politiques agricoles et alimentaires, sans nuire aux populations d'autres pays. Cette approche systémique et solidaire, développée dès 1996 par la Via Campesina, intègre les dimensions sociale, économique, politique et environnementale.

Elle encourage également l'agroécologie comme étant un des leviers puissants pour façonner un avenir alimentaire plus durable et équitable. En France et dans le monde, de nombreuses initiatives émergent, telles que les épiceries solidaires, les jardins urbains collectifs, les coopératives, les projets alimentaires territoriaux ou encore la sécurité sociale de l'alimentation et l'effectivité d'un droit à l'alimentation durable, basé sur le système de la protection sociale de la santé.

Par ailleurs, le Président Français a annoncé, l'« Année de la Mer » lors de la 18ème édition des Assises de l'économie de la mer, qui s'est tenue le 28 novembre 2023 à Nantes. Il a évoqué les défis à venir pour préserver les océans en vue de la préparation de la Conférence des Nations Unies sur l'océan, en 2025 à Nice. L'Année de la Mer devra mobiliser tous les Français pour nos océans dès l'automne 2024. C'est une initiative visant à mettre en valeur la biodiversité marine et à sensibiliser le public à l'importance de la préservation des océans.

Pour **ALIMENTERRE**, cela doit être également l'occasion d'approfondir les connaissances et les discussions sur les exploitations aquacoles mondiales en pleine expansion et leurs conséquences environnementales et sociales.

Partout dans le monde, la société civile s'organise aussi pour peser sur les décisions politiques. Des mouvements paysans aux marches pour le climat, les citoyens se mobilisent et interpellent les décideurs pour plus de justice sociale et écologique. Plus que jamais, les décisions politiques doivent prendre en compte une dimension internationale et globale des enjeux agricoles et alimentaires et permettre *in fine* le droit à une alimentation durable ici et ailleurs.

Face à ces défis, il est essentiel de promouvoir une alimentation durable. Cela implique de soutenir les agriculteurs locaux, de veiller à une rémunération juste pour tous les acteurs de la chaîne agricole et alimentaire, de réduire le gaspillage alimentaire, d'encourager les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et de sensibiliser les citoyens à l'importance de notre système alimentaire en faveur de l'accès à une alimentation durable pour tous.